

DIAL 3085

BRÉSIL - Face au changement climatique

José Pedro Martins

mercredi 2 décembre 2009, mis en ligne par [Dial](#)

La XV^e Conférence internationale sur le changement climatique se tiendra du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague. Cet article de José Pedro Martins, paru le 5 novembre 2009 sur le site de [Noticias Aliadas](#), présente les discussions auxquelles la perspective de la conférence donne lieu au Brésil.

Le Brésil occupe une position clé dans les négociations internationales sur la réduction des gaz à effet de serre, mais il se présentera divisé à la XV^e Conférence internationale sur le changement climatique que l'Organisation des Nations unies tiendra à Copenhague en décembre prochain et qui conduira à un nouvel accord pour remédier au réchauffement planétaire.

À un mois de cet événement au cours duquel on essaiera de produire un texte en remplacement du Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les positions des écologistes de même que celles des différents membres du gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva ne concordent pas.

Le Brésil est souvent cité en exemple pour son programme énergétique propre, pour son parc de centrales hydroélectriques - source d'énergie renouvelable - qui fournit au pays 80% de l'électricité qu'il consomme. Il utilise en outre une technologie de pointe pour produire de l'éthanol, l'alcool de canne à sucre, qui sert à alimenter une grande partie des automobiles circulant au Brésil.

En même temps, pays en développement comptant une population de presque 190 millions d'habitants, dont beaucoup vivent encore sous le seuil de pauvreté, le Brésil est partagé sur le modèle de développement à adopter à court et moyen terme et cette divergence d'opinions transparaît dans la position qu'il affichera à Copenhague.

Il existe une grande controverse, par exemple, concernant l'exploitation de l'Amazonie, la plus grande forêt tropicale de la planète, dont la destruction constitue la principale source des gaz à effet de serre rejetés par le Brésil. La position que prendra le Brésil sur la question de l'Amazonie est fondamentale sur le plan mondial parce que le ralentissement de la déforestation sera un des sujets traités en priorité à Copenhague.

Près de 18% de l'Amazonie ont déjà été déboisés - soit l'équivalent de presque 700 000 km² - et la région continue d'être dévastée par l'expansion de l'élevage et de la culture du soja. Les parties de l'Amazonie détruites pendant la seule période de 2000 à 2005 (au Brésil et dans les autres pays qu'elle recouvre) équivalent à 94% du territoire du Venezuela, selon un rapport publié cette année par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Des organisations comme Greenpeace sont partisans d'un arrêt de la déforestation mais ce n'est pas la position du gouvernement brésilien. Celui-ci fera part à Copenhague de son objectif, qui est de réduire de 80% les opérations de déboisement d'ici 2020, pour lequel il aura besoin d'un financement international, outre qu'il songe à réduire la déforestation dans des biomasses comme [Caatinga](#) [1] et le [Cerrado](#) [2] et

dans d'autres zones d'activité économique.

En septembre 2009, le ministre de l'environnement, M. Carlos Minc, a lancé un plan de limitation de la déforestation dans le Cerrado qui, selon lui, produit autant de gaz à effet de serre qu'en Amazonie.

« Il est capital que le contrôle de la déforestation s'étende à d'autres biomasses », a-t-il affirmé.

L'Amazonie est-elle intouchable ?

En toile de fond se trouve un différent, au sein du gouvernement même, sur le mode d'exploitation d'une Amazonie qui, aux dires mêmes du président Lula, ne devrait pas être « intouchable », propos pour lesquels il a été vertement critiqué par les écologistes, bien que le gouvernement ait pris des mesures qui se sont traduites par une réduction de la déforestation dans la région. Parallèlement, le gouvernement a présenté en septembre au Congrès un projet qui crée un « zonage agroécologique de la canne » et qui interdit de semer de la canne à sucre en Amazonie et dans le [Pantanal](#) [3].

Les entreprises agroindustrielles exercent de fortes pressions, par exemple, pour que la réserve légale en Amazonie soit ramenée à 50%, ce qui permettrait à une entreprise rurale d'exploiter la moitié de ses terres, l'autre moitié étant protégée. Cette position compte des défenseurs au ministère de l'Agriculture, mais le ministre Minc soutient le maintien de la réserve légale en Amazonie à 80%. Minc a succédé à la sénatrice Marina Silva, qui a quitté en 2008 le ministère de l'environnement, au bout de cinq ans, précisément parce qu'elle était en désaccord avec les positions du gouvernement sur le mode d'occupation du territoire amazonien.

Début octobre, des organisations écologistes et des associations d'autres secteurs de la société civile, réunies à Belém, capitale de l'État de Pará [4], ont vivement critiqué la politique du gouvernement en Amazonie, notamment à cause de la construction dans la région de « grandes infrastructures qui ajoutent à la dégradation de l'environnement et reproduisent le modèle de développement à l'origine des changements climatiques ».

C'est le cas du projet de grandes centrales hydroélectriques dans la région, comme celle de Belo Monte, sur le fleuve Xingu. « La construction de la centrale de Belo Monte, qui touchera 13 municipalités et 18 villages indiens, fait peser une menace sur le mode de vie des peuples autochtones et des villages traditionnels de l'Amazonie, ainsi que des habitants des zones rurales et urbaines », peut-on lire dans un communiqué signé par des organisations comme Les Amis de la Terre - Brésil, le Conseil national des villages extractivistes et le Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre.

Dans un autre communiqué, des organisations de la société civile ont appelé le gouvernement brésilien à ne pas soutenir à Copenhague le mécanisme dit de « réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation (REDD). Avec ce mécanisme, les pays qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre pourraient les compenser en investissant dans des projets de réduction de la déforestation et de la dégradation de l'environnement.

« Nous rejetons le recours aux mécanismes du marché pour réduire les émissions de carbone, convaincus que le marché n'est pas un acteur capable d'assumer la responsabilité de la vie sur la planète », déclarent les auteurs du communiqué, qui ajoutent que « la Conférence des parties (COP, mis pour « *Conference of the Parties* ») et ses résultats ont révélé que les gouvernements ne sont pas disposés à prendre des engagements publics cohérents, et transfèrent à l'initiative privée la charge de la réalisation effective d'objectifs clairement insuffisants. Par ailleurs, alors que les investissements publics et le contrôle de la réalisation des objectifs fixés se délitent, on légitime l'expansion du marché mondial de CO₂ [dioxyde de carbone], qui devient une nouvelle forme d'investissement de capital financier et de survivance d'un modèle de production et de consommation voué à l'échec ». Le communiqué est signé par la Centrale unique des travailleurs (CUT), la Marche mondiale des femmes et le Mouvement des peuples affectés par les barrages, entre autres.

Usurpation de terres

Naturellement, les écologistes ont beaucoup critiqué la Mesure provisoire 458/09, dite « de légalisation de la *grilhagem* » - ou usurpation de terres -, approuvée en juin. Grâce à cette mesure, avalisée par le président Lula, plus de 60 millions d'hectares de l'Amazonie occupés d'une manière irrégulière ont été légalisés. Cela signifie, par exemple, que le déboisement de ces zones (qui a contribué à la destruction de l'Amazonie en étant la principale source de gaz à effet de serre dans le pays) a été « pardonné ».

Pour les écologistes, cette mesure représente un grand pas en arrière, précisément avant la tenue de la Conférence de Copenhague, laquelle tentera, à la fin de l'année, d'établir des objectifs plus ambitieux pour l'ensemble des pays en ce qui concerne la limitation des gaz qui favorisent le réchauffement planétaire.

Les écologistes s'insurgent également contre le manque d'audace qui a caractérisé l'élaboration du Plan national sur le changement climatique et contre le retard pris dans la réalisation de l'inventaire national des émissions, sous l'égide du ministère de la science et de la technologie. Les écologistes brésiliens s'opposent enfin à ce que le gouvernement Lula soutienne l'adoption du nucléaire comme énergie de substitution pour lutter contre le réchauffement. Cette position est défendue par certains secteurs du gouvernement, par exemple au sein du ministère de la science et de la technologie.

« Cette position est inacceptable, parce que l'énergie nucléaire est chère, dangereuse, et n'aide pas à réduire les émissions », affirme Sérgio Dialeachi, militant antinucléaire depuis toujours et consultant en énergie pour la Fondation Heinrich Böll. « Nous devrions investir en priorité dans l'amélioration du rendement énergétique », a-t-il ajouté. « Notre pays a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine ».

Tandis que le gouvernement fédéral suscite des critiques ou au moins des réticences par rapport à la position qu'il défendra à Copenhague, d'autres secteurs prennent des initiatives. C'est le cas de l'État de São Paulo, le premier du pays à approuver, à la mi-octobre, une « politique étatique de lutte contre le changement climatique ». Cette politique prévoit que l'État de São Paulo devra réduire de 20% ses émissions entre 2005 et 2020.

« La température au Brésil est montée d'un degré au cours des 50 dernières années », fait observer l'écologiste Fábio Feldmann, ancien député fédéral et ex-secrétaire à l'environnement de l'État de São Paulo. Cette hausse de la température dans le pays montre que le Brésil doit redoubler d'efforts pour réduire ses émissions, parce qu'il souffre déjà du réchauffement planétaire, explique Feldmann. Celui-ci est revenu sur les graves phénomènes climatiques survenus en mars et septembre 2009 dans le sud-est du pays, dans l'État de Santa Catarina. L'État a en effet essuyé des tornades, encore inconnues il y a seulement quelques années, qui se sont soldées par plusieurs morts et qui ont rendu inhabitables des milliers d'habitations.

Feldmann est secrétaire exécutif du Forum pauliste [5] sur le changement climatique mondial et la biodiversité. Il reproche au gouvernement Lula, alors que le Brésil possède d'énormes sources d'énergie renouvelables, d'investir de manière continue dans le programme d'exploitation du gisement du Pré-Sal [[Au large des côtes brésiliennes.]. Le programme prévoit l'extraction des nappes de pétrole considérables qui se trouvent enfouies à une grande profondeur dans la plateforme maritime brésilienne, bien que ce combustible fossile soit l'une des principales causes du réchauffement planétaire.

« Le Brésil discute de l'exploitation du Pré-Sal, alors que le monde réfléchit à un abandon des combustibles fossiles », fait remarquer Feldmann.

En résumé, la position que le Brésil présentera à Copenhague comporte beaucoup de points faibles, bien qu'il soit le pays qui possède le plus de ressources naturelles et donc les moyens de prendre la tête d'un grand mouvement mondial pour le développement durable et pour l'utilisation des énergies renouvelables.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3085.**

- Traduction de Gilles Renaud pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 5 novembre 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Zone de forêt épineuse au Nord-Est du Brésil.

[2] Le Cerrado est un type de savane qui occupe 22% du territoire brésilien.

[3] Zone de marais à l'Ouest du pays.

[4] Au Nord du pays.

[5] C'est-à-dire, de la ville de São Paulo.